



Appel à la mobilisation du 16 juin

Répondre aux besoins des retraités et de toutes les générations

Nous sortons à peine de cette pandémie de Covid-19. Le bilan est lourd en perte de vies humaines. De grandes souffrances physiques et morales laissent des séquelles indélébiles. Avec l'état d'urgence sanitaire, le gouvernement s'octroie les pleins pouvoirs. Il porte atteinte à la démocratie, restreint les droits et libertés, permet, interdit, verbalise... Avec le patronat, il profite de cette situation inédite pour lapider les droits du monde du travail et des retraités, afin de poursuivre sa politique ultralibérale.

Plusieurs pays, dont la France, ont priorisé depuis de nombreuses années la rentabilité et le profit au détriment de l'humain. Avec ou sans épidémie, la crise économique que nous traversons était prévisible. Elle est sérieusement aggravée par la catastrophe sanitaire impréparée : faillites, dépôts de bilans, pertes massives d'emplois, augmentation du nombre de demandeurs d'emploi, diminution du pouvoir d'achat des salariés et des retraités, reculs conséquents sur les droits du travail, augmentation des prix de première nécessité (entre 9 et 12%), accentuation de la pauvreté...

Cette crise sanitaire confirme l'état de délabrement des services publics. Le "Ségur de la santé" est fait de nouvelles promesses. Pour l'instant, les déclarations du Président de la République ne sont pas suivies d'effets mesurables pour l'hôpital public et les établissements médico-sociaux, dont les EHPAD. Le "plan santé 2022" maintenu, malgré les enseignements de l'épidémie, est une nouvelle régression.

Dans la continuité des mobilisations fortes engagées avant le confinement, les salariés et les retraités sont appelés à amplifier leurs actions dès maintenant et à ne rien lâcher sur leurs revendications spécifiques et collectives.

C'est déjà le cas dans de nombreux secteurs professionnels où, comme les personnels de santé, les salariés décident de s'organiser avec la CGT et des organisations syndicales unitaires. Ils développent de formes d'actions originales pour défendre avec force leur outil de travail, leurs conditions de travail, leurs salaires, le bien commun qu'est la santé.

Les retraités, citoyens à part entière, ont eux aussi toutes les raisons de ré-agir. Très concernés par les aspects de santé, ils entendent défendre avec toute la population l'urgence de rétablir un système sanitaire public efficient. Ils font valoir leurs droits aux soins, sans discrimination d'âge ou de pathologie, sans traçage numérique, véritable moyen de surveillance individuelle et de perte de confidentialité. De même, le projet gouvernemental de création d'une "cinquième branche autonomie" remet en cause les principes d'universalité et d'égalité de notre sécurité sociale. Si cette mesure voit le jour, les besoins de prise en charge financière de la perte

d'autonomie entraîneront de fait, des augmentations de la CSG et de la CRDS (repoussée à 2033) et ouvriront plus grande la porte de l'assurantiel.

Les questions de pouvoir d'achat et de revalorisation de pensions sont également au cœur de l'actualité et des préoccupations des retraités. Cette revalorisation des pensions initialement prévue en mai, bien qu'insuffisante, est repoussée en août.

Dans cette période si particulière, l'urgence est de faire vivre la démocratie, de poursuivre la construction des luttes convergentes entre toutes les générations et entre les toutes les professions. Ces luttes doivent s'appuyer sur l'exigence d'une redistribution équitable des richesses créées pour imposer des choix de société permettant de construire un avenir plus juste socialement et de répondre aux besoins de tous.

L'UCR-CGT appelle l'ensemble des retraités à rejoindre les professionnels de santé avec les salariés des autres secteurs professionnels, pour faire du 16 juin prochain une grande journée de mobilisation, unitaire, dans les formes proposées en proximité qui permettront de manifester tout en étant protégés du coronavirus.

Ensemble, les citoyens ont le pouvoir d'imposer des choix sociaux et de progrès.

Montreuil, le 8 juin 2020